

Que faire quand l'état est de plus en plus absent, méprisant et violent par rapport à ce qui arrive réellement aux gens ?

POUR EN DISCUTER :

**RENDEZ-VOUS PUBLIC, LE SAMEDI 27 OCTOBRE
15H, METRO JEANNE D'ARC**

1) A Marseille, des gens se sont vantés devant les caméras d'avoir fait fuir une poignée de malheureux de leur campement. Quelle fierté peut-on avoir de faire partir des gens qui sont déjà pourchassés à travers l'Europe à cause de leur origine, quelle fierté avoir quand on met le feu à quelques affaires de gens qui n'ont rien ?

On ne parle pas là de morale, de ce qui est bien et de ce qui est mal. **On parle là de savoir si on participe à une politique de guerre des uns contre les autres**, des "plus forts" contre les plus faibles **ou si on participe de tenir et de mettre en oeuvre**, dans ce qui se passe, dans le réel tel qu'il est, aussi difficile qu'il soit, **des principes pour que chacun ait des droits, chacun soit respecté**, car chacun compte. C'est un travail qui permet de se tenir droit dans une période de crise.

2) **Ce n'est pas parce que l'état est de plus en plus absent dans ce qui arrive réellement aux gens**, dans ce qui touche à leur vie (*droits pour tous, santé, école, logement, réponse à la misère, travail...*) qu'il faut que ce soit la débandade totale, et qu'il devienne "normal" pour certains de participer d'une persécution. Si à Marseille le problème posé était l'hygiène comme le dénommé Rachid l'a dit sur toutes les chaînes de TV, pourquoi n'ont-ils pas fait le choix de se prononcer et de manifester pour que d'urgence la Mairie et la Préfecture fassent le nécessaire pour apporter cette hygiène (wc chimiques ou autres ?), pourquoi ne pas se prononcer et manifester pour le droit de chacun à avoir un logement et des lieux d'accueil décents ? **Ca aussi, c'était possible de le penser et de le réaliser !** et cela aurait permis que des gens soient protégés.

C'est sûr qu'aujourd'hui, il est plus facile d'avoir le soutien des flics et de l'état quand on tape sur des pauvres que si on demande les droits pour tous !

3) **Cette absence de l'état sur l'essentiel est pensée, décidée et appliquée par les responsables politiques de tout bord, qu'ils soient à la tête de l'état ou qu'ils veuillent y arriver.**

Les seuls discours des partis sont toujours du même ordre, vont toujours dans le même sens : faire porter à telle ou telle partie de la population la responsabilité de ce qui leur arrive : si tu es viré, c'est parce que tu ne travailles pas assez bien et vite, et que tu coûtes trop cher ; si tu as des difficultés à l'école, c'est parce que tu es un jeune "difficile" ; si tu n'as pas de logement décent, c'est parce que tu n'as pas d'arrière financiers suffisants ; si tu n'as pas de papiers, c'est parce que tu n'es pas assez méritant ; si on te reproche ta religion, c'est parce que tu n'es pas assez civilisé...

A chaque point de la vie des gens, les responsables de l'état ont une réponse toute faite : **un reproche, une attaque, une mise en tension, un mépris**. Les personnes en difficulté sont présentées comme des « inutiles », à la charge de la société. Cela crée à la longue **un état de guerre permanent contre et entre des parties de plus en plus grandes de la population**. Et on voit des individus se substituer à l'état, qu'ils estiment trop lent, ou trop mou, pas assez réactif, pour intervenir contre des gens en difficulté, perçus comme des ennemis. C'est ce qui s'est passé à Marseille, où certains ont même menacé d'utiliser les jeunes de la cité comme troupes de choc si les roms ne s'exécutaient pas. Autrement dit, la proposition faite par les habitants de la cité aux jeunes de cette cité est « guerre aux plus pauvres ». Ca va sûrement aider les jeunes à se construire un avenir !

En même temps, cet état de guerre permanent permet à l'état de se dédouaner de ce qu'on pourrait à juste titre attendre de lui, **pour tous**.

4) Alors que faire quand l'état est de plus en plus absent, de plus en plus loin et de plus en plus désintéressé et méprisant par rapport à ce qui arrive réellement aux gens ?

Il est possible de tenir un fil, un chemin, un cap, qui permettent de parler et d'affirmer que les droits doivent être pour tous, que chacun compte, qu'une vie = une vie.

Pour cela, c'est aux gens eux-mêmes, à ceux qui le décident, de dire qu'ils sont pour le maintien du droit pour tous, pour le respect de la vie de chacun. Cela se donne immédiatement, dans des points à traiter, sur lesquels commencent à exister des avancées, plus ou moins importantes :

Chacun doit pouvoir se loger ; il n'est pas acceptable que des gens soient expulsés et se retrouvent à la rue, alors qu'il y a tant de logements que la Mairie et la Préfecture se pressent et se vantent de détruire !

Qui vit ici est d'ici : il n'est pas acceptable que l'état refuse les droits à ceux qui vivent ici depuis des années, et les maintienne sans papiers

Chacun compte, à égalité avec quiconque ! il n'est pas acceptable que des gens dans le pays soient sous statut spécial, chassés et persécutés comme le sont les roms aujourd'hui en France !

Il faut défendre les enfants : ça ne veut pas dire tout leur passer, mais se battre pour qu'ils aient un avenir véritable ; cela passe par les batailles sur l'école, les Rased, etc... cela passe aussi par l'affirmation et la pratique de principes leur permettant de se construire positivement.

C'est les gens qui comptent, pas l'état : il faut penser entre nous, à partir de ce qu'il faut pour les gens, et arrêter de penser comme l'état.

**Sur tous ces points, il y a déjà une pensée/action à l'oeuvre, indépendante.
Retrouvons-nous pour en discuter.**

**RENDEZ-VOUS PUBLIC, LE SAMEDI 27 OCTOBRE
15H, METRO JEANNE D'ARC**

CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS

Toulouse, le 07/10/2012

Pour tous contacts : Tél. : 06-13-06-94-62 ; Mail : ouvriersgensdici@free.fr ;
Site : <http://ouvriersgensdici.free.fr>